

La voix de l'opposition de gauche

Le 24 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai terminé l'actualisation du portail rapidement, car on attend encore de fortes pluies et je dois couper l'herbe du jardin à cause des serpents qui peuvent roder ici ou là, vaut mieux les voir avant de marcher dessus vous comprenez, cela peut être fatal ! Que voulez-vous, on vit dangereusement malgré nous !

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Première partie

Notre position sur les élections européennes de 2019.

Nous appelons au boycott de ces élections conformément à la caractérisation de l'Union européenne que nous avons adoptée. Sachant que l'Union européenne a été fondée par et pour l'oligarchie financière, pour servir exclusivement les intérêts des multinationales au détriment de ceux des peuples, nous considérons que participer à ces élections serait cautionner la légitimité de l'UE, ce qui pour nous est totalement inconcevable.

Cela dit, nous avons parfaitement conscience que de nombreux travailleurs et militants ne partagent pas notre analyse, par conséquent nous disons aux travailleurs et aux militants qui ne partagent pas notre caractérisation de l'UE et qui s'apprêtent à participer à ces élections : pas une voix aux partis de droite, LREM, LR, UDI, MoDem, PS, Générations, EELV, ainsi qu'à l'extrême droite ou RN, qu'ils votent s'ils le souhaitent pour les partis qui correspondent à leur sensibilité politique LFI, le PCF, le NPA ou LO s'ils présentent des candidats.

Autrement dit on laisse le choix aux travailleurs de boycotter ces élections ou de voter en fonction de leur interprétation de l'UE. En fait l'essentiel est ailleurs.

Ce qui sera certain, c'est que ceux qui auront refusé d'aller voter et ceux qui auront voté LFI, PCF, NPA ou LO, ainsi que les travailleurs influencés par RN qui auront été votés et qui rejettent l'UE seront majoritaire à l'issue de ce scrutin, c'est ce rapport de classes défavorable à Macron et à tous les partis de droite qui constituera le facteur essentiel.

Il faut préciser que ce sont des gens de gauche ou opposé à l'UE, qui n'en attendent rien, dégoûtés des élections en général, qui constitueront l'immense majorité des abstentionnistes, tandis que tous ceux qui sont sensibles au matraquage médiatique et qui penchent à droite auront été votés, cela semble logique.

Notre mot d'ordre qui s'articule autour du boycott et pas une voix pour les partis de droite et d'extrême droite, est conforme à la nécessité de l'unité des exploités et des opprimés pour affronter le régime. Que nous favorisons le mot d'ordre du boycott est légitime, puisqu'il correspond à nos convictions et nous les assumons, sans pour autant chercher à diviser inutilement notre classe, alors que la bataille décisive des retraites doit nous rassembler sans réserve.

Sur cette question aussi il faut savoir faire des compromis sans se compromettre, car on a bien conscience que le système actuel des retraites est profondément injuste, mais celui que nous prépare Macron le sera encore davantage, personne ne peut en douter.

Macron est minoritaire et illégitime : Touche pas à ma retraite, dehors !

Si je prends mon cas personnel, j'ai cotisé l'équivalent de 20 annuités, donc en principe j'aurais dû percevoir presque la moitié d'un salaire net nettement supérieur au smic, puisque mes salaires avaient été beaucoup plus élevés, mais n'ayant pas réuni 42 annuités, en guise de sanction ils m'on imposé un abattement de 37,5% et je me suis retrouvé avec quelque 420 euros au lieu d'environ 700 euros, une misère, la double peine, quoi !

Quelques réflexions politiques et arguments.

Je n'ai pas eu le temps de relire ce passage ou d'approfondir les différents sujets...

1- Quand un régime n'est pas en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la majorité des exploités ou leurs besoins collectifs, il est illégitime et il doit disparaître. Et c'est une escroquerie ou un leurre que de croire qu'il pourrait satisfaire ceux de minorités ou de certaines communautés, ou d'imaginer qu'il suffirait de légiférer pour que la majorité modifie son mode de pensée ou son comportement envers ces minorités ou communautés, c'est plutôt le contraire qui aurait tendance à se produire parce qu'elle se sent frustrée ou injustement méprisée, ce que le législateur savait très bien à l'origine sans jamais l'avouer puisque cela coïncidait avec le but qu'il s'était fixé, que toutes les couches de la société se divisent et s'affrontent au lieu de s'unir contre le régime.

2- On les entend souvent parler d'un côté de la conscience, du niveau de conscience, du développement de la conscience, mais quand on aborde la question de la vieillesse, de la dépendance comme ils disent, du vieillissement de la population, et de l'autre de l'euthanasie, on s'aperçoit qu'ils s'acharnent à les traiter séparément, ce qui ne nous convient pas. Pourquoi ?

Parce qu'arrivera le moment où nous serons physiquement usés et nos facultés nous feront défaut, si bien qu'on sera réduit à vivre dans un état quasi végétatif où tout intérêt pour l'existence nous aura définitivement quitté dans l'attente de notre mort, nous devrions en prendre conscience ou agir en pleine conscience, c'est-à-dire décider de mettre un terme consciemment à cette expérience sachant qu'elle a atteint ses limites, et qu'au-delà se serait s'exposer à des souffrances inutiles et causer des désagréments ou des peines tout aussi inutiles à notre entourage ou à la société, puisqu'on ne pourrait rien attendre de plus de ce cadavre en sursis, donc on devrait pouvoir recourir à l'euthanasie, ce qui nous permettrait de finir notre vie dans la dignité, par un acte conscient, au lieu de l'avoir subie inconsciemment jusqu'à notre dernier souffle sans n'avoir jamais pu prendre notre destin entre nos mains, ce qui est le lot de la plupart des hommes.

Ce qui vaut sous ce régime monstrueux vaudrait également sous un autre régime ou un régime socialiste, car on ne verrait pas pourquoi on aurait vécu consciemment ou on se serait épanoui tout au long de notre existence, pour avoir la faiblesse au dernier moment de prendre le risque de tout gâcher inutilement, puisque désormais il n'y aurait plus rien à en attendre de bon, ce serait ridicule, et franchement le moment serait bien mal choisi puisqu'on n'aurait pas l'occasion de revenir en arrière par la suite pour achever cette comédie en beauté, il serait trop tard.

L'euthanasie n'est pas un acte courageux ou désespéré, mais conscient, c'est ce que je voulais dire.

3- Quand on observe les contradictions dans lesquelles se débattent certains intellectuels qui se caractérisent de gauche, on s'aperçoit à travers les discours qu'ils tiennent que leurs confusions correspondent aux illusions qu'ils avaient placées dans ce qui fut appelé la gauche, le PS et le

PCF, qu'on a sans cesse entretenues en refusant de les caractériser de droite, après avoir affirmé qu'ils étaient passés de l'autre côté de la barricade.

Tout au long de leurs discours on retrouve cette incohérence, dont on ose ensuite les accuser, alors que ce sont nos dirigeants qui en portent la responsabilité, au point qu'on ne peut leur proposer de rejoindre aucun parti. Il faut bien comprendre que ces intellectuels qui ont rompu avec le PS ou le PCF, savent que dans le passé et jusqu'à un passé récent pour ne pas dire jusqu'à nos jours, tous les courants du mouvement ouvrier sans exception se sont corrompus avec ces partis, dès lors comment ou pourquoi devraient-ils cesser de rester en marge du mouvement ouvrier, on leur a fourni un excellent prétexte dont ils usent et abusent pour le justifier.

De la même manière ou pour les mêmes raisons ils refuseront d'admettre qu'ils s'étaient fourvoyés pendant des décennies parfois en rejoignant le PS ou le PCF ou en faisant partie de leurs sympathisants, ce qui ne les aidera pas à rompre avec leurs idéologies, on comprend dès lors pourquoi ils ne peuvent pas se résoudre à rompre avec le capitalisme. S'il n'existe aucune voix suffisamment puissante pour porter le socialisme, ils n'y viendront pas d'eux-mêmes. Alors du coup, ces intellectuels ont tendance à mettre dans le même panier de crabe la totalité du mouvement ouvrier, tous ses partis et c'est bien dommage.

On peut comprendre qu'à un moment donné ils se lassent et lui tournent le dos, ce qui arrive également à bon nombre de militants, hélas ! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je ne tiens pas non plus à être assimilé à un de ces partis. A suivre.

Comment la gauche et l'extrême gauche sont devenues des instruments de la réaction contre la classe ouvrière.

- A bas les classes ouvrières par C.J. Hopkins – Le 1er octobre 2018 – Source Off Guardian - Le Saker Francophone

Si la Gauche doit s'unir un jour pour sauver le monde de Donald Trump et de ses légions de Poutine-nazis, nous allons devoir affronter notre principal ennemi... les classes ouvrières internationales. Oui, mes camarades, je crains qu'il ne soit temps de regarder les faits en face, si déprimants soient-ils. Les classes laborieuses ne sont pas nos amies. Regardez comment elles nous trahissent et après tout ce que nous avons fait pour elles toutes ces années ! On ne peut permettre que cela continue, pas si nous voulons sauver la démocratie des griffes de Trump, Poutine, Assad, des Iraniens et des enfants palestiniens avec des cerfs-volants terroristes, et finalement endiguer la marée sanglante du néo-fascisme et de l'anti-globalisme !

Maintenant, d'accord, je sais que vous êtes probablement en train de vous demander : « Comment est-ce possible que les classes laborieuses internationales puissent être l'ennemi de la Gauche ? » et « Cela ne rendrait-il pas tout le concept de la Gauche totalement et fondamentalement absurde ? » et autres questions pertinentes. Et c'est tout à fait juste, vous avez le droit de vous les poser. Remettre en question certains aspects de la narration officielle à laquelle les classes dirigeantes contraignent tout le monde de se conformer comme si elles étaient membres d'une secte mondiale ne fait pas de vous un nazi ou quoi que ce soit d'autre. Il est parfaitement normal de poser ces questions, tant que vous ne les posez pas sans arrêt, encore et encore, et une fois de plus, alors qu'on vous a déjà expliqué les faits. Alors voici ces faits, expliqués une fois de plus.

Les classes populaires internationales sont racistes. Elles sont misogynes. Des transphobes xénophobes. Elles ne pensent pas comme nous le voudrions. Certains croient encore en Dieu. Ce sont des suprématistes blancs. Antisémites. Des péquenauds armés, des rednecks brandissant le drapeau confédéré. La plupart d'entre eux n'ont même jamais entendu parler de termes comme « intersectionnalité », « TERF » [Trans-Exclusionary Radical Feminist, une tendance féministe qui affirme que les femmes transgenres ne sont pas vraiment des femmes, car le déterminisme

biologique est une idée fausse, NdT]. Ils ne respectent pas les médias institutionnels. Ils pensent que les sources d'information comme le Washington Post, The New York Times, The Guardian, CNN, MSNBC, BBC, etc. sont fondamentalement des organes de propagande pour les multinationales et les oligarques qui les possèdent et ne sont donc finalement pas différentes de FOX, dont ils croient chaque mot des éditorialistes.

Leurs esprits sont tellement tordus par le racisme et la xénophobie qu'ils ne peuvent comprendre comment le capitalisme mondial, l'élimination progressive de la souveraineté nationale, la privatisation de presque tout, l'esclavage par la dette de presque tout le monde et le remplacement de leurs prétendues « cultures » par un semblant de culture à la sauce Disney, omniprésente ; au visage souriant ; sexuellement neutre ; non oppressive ; favorable aux entreprises, sont autant d'étapes sur le chemin menant à un monde plus pacifique, moins agressif.

Tout cela a été prouvé dans de nombreuses études avec toutes sortes de tableaux et de graphiques, et ainsi de suite. Et pas seulement par les statisticiens d'entreprise et par les médias dominants, et les think tanks libéraux. C'est pourquoi, cette semaine, Mehdi Hasan, dans une jérémiade exaspérée dans les pages de The Intercept, ce bastion du journalisme intrépide et combattif propriété du milliardaire Pierre Omidyar, a-t-il prouvé, une fois de plus, que Donald Trump a été élu parce que LES GENS SONT DES FICHUS RACISTES !

Apparemment, Hasan en a eu juste marre que ces apologistes de Trump qui aiment Poutine suggèrent que l'insatisfaction générale à l'égard du capitalisme mondial, du néolibéralisme et de la politique identitaire puisse avoir eu quoique ce soit à voir avec l'élection par les Américains d'un clown pompeux sans aucune expérience politique au plus haut poste du pays. Hasan cite un grand nombre d'études d'experts, parmi elles celle réalisée par le Fonds pour la démocratie, qui se trouve être un autre avatar d'Omidyar. Mais ne devenons pas tous paranoïaques ou autre. Il existe littéralement des centaines d'études de ce genre à ce sujet, dont chacune a été citée par les médias grand public, les médias alternatifs, les médias extrêmes-alternatifs et pratiquement tous les fous obsédés par Trump disposant d'un blog ou d'un compte Facebook ou Twitter.

Voyez, je comprends que la vérité soit pénible, mais la science statistique ne laisse aucune place au doute. Même si certains d'entre nous veulent le nier, le fait est que le pays qui a élu Barack Obama (qui est noir) deux fois président, a été transformé, par le lavage de cerveau d'agents de Poutine, en un cloaque de xénophobie et de racisme, et c'est à nous, les gens de gauche, de remettre les choses sur la bonne voie !

Maintenant, pour y parvenir, nous devons unir la Gauche, et faire en sorte que tout le monde marche ensemble, et ainsi de suite. Ce qui signifie que nous devons identifier et éliminer tous les faux gens de gauche parmi nous. Ensuite, et ensuite seulement (c'est-à-dire après avoir traqué, dénoncé moralement et exilé tous les infiltrés néo-strasseristes [le strasserisme est un courant du nazisme, NdT] de l'« alt-right », les gauchistes de Sputnik et les apologistes d'Assad), que nous pourrions nous tourner vers une rencontre face à face avec les classes laborieuses internationales et les dénoncer moralement comme une bande de sales racistes.

D'accord, ça a l'air un peu dur, et peut-être totalement idiot, mais quel autre choix avons-nous vraiment ? Si nous voulons vaincre ces nazis pro-Poutine, il faudra bien casser quelques oeufs. Ce n'est pas le moment d'abandonner notre engagement d'imposer notre idéologie basée sur l'identité à toute personne vivant sur la planète Terre ni de tomber dans ce genre de gauchisme démodé fondé sur ce que veut la classe ouvrière. Qui se soucie de ce que veulent les classes populaires ? Ce qui est important, c'est ce que nous voulons qu'elles veuillent. Ce ne sont pas les années 1990, après tout. Toute cette absurdité sur la mondialisation et les entités supranationales comme l'OMC et la Banque mondiale, sans parler des « emplois américains »... Seuls les fascistes parlent comme ça de nos jours !

Mais sérieusement... Si vous êtes arrivé aussi loin dans mon article, et si vous vous considérez comme étant de gauche, d'une certaine manière, vous êtes probablement extrêmement frustré parce que ce qui se passe pour la Gauche ces jours-ci, et par la façon dont les classes laborieuses se tournent vers la Droite, aux États-Unis comme dans le monde entier. Si j'ai bien compris, vous voulez peut-être lire cet article de Diana Johnstone (que nous les gens de gauche ne sommes techniquement pas autorisés à lire, parce qu'il est publié à l'origine dans The Unz Review, où une quantité d'articles « alt-right » sont également publiés... et que vous ne voulez pas vous farcir ce genre de truc !).

Ce dont elle parle, c'est de l'insurrection « populiste » en cours contre le capitalisme mondialisé, et c'est aussi ce dont j'ai parlé la plus grande partie de ces deux dernières années.

C'est le moment historique que nous vivons, un soulèvement démocratique maladroit, bâclé, en partie fasciste, en partie non fasciste, contre la diffusion permanente du capitalisme mondial, l'érosion de ce qui reste de souveraineté nationale et... oui, les cultures et les valeurs des peuples.

La classe ouvrière internationale le comprend. La Droite néo-nationaliste le comprend. La majorité de la Gauche ne le comprend pas et refuse d'admettre ce qui se passe et donc elle reste sur la touche en traitant tout le monde de « racistes » et de « fascistes » tandis que les classes dirigeantes capitalistes mondiales et les néo-nationalistes règlent les choses.

C'est exactement ce que les classes dirigeantes veulent et ce que le récit officiel sur Poutine-nazi a été censé réaliser depuis le début. La « fenêtre d'Overton » (c'est-à-dire l'éventail d'idées tolérées dans le discours public) fonctionne mieux lorsqu'elle est divisée en deux moitiés claires. Pendant la prétendue « Guerre contre la terreur », c'était la démocratie contre les terroristes islamiques. Aujourd'hui, c'est la démocratie contre les Poutine-nazis. Les deux récits sont des contes de fée, bien entendu, la réalité, comme toujours, étant plus compliquée.

Si ce qui reste de la Gauche s'attend à jouer un rôle important dans notre moment historique (autre que celui de pom-pom girl moralisatrice pour les classes dirigeantes capitalistes), elle va avoir besoin de se salir un peu plus les mains, de se mêler un peu plus à toute cette classe ouvrière « populiste », leur parler et, je ne sais pas, peut-être même les écouter.

Ou peut-être que je suis totalement à côté... Je veux dire : écouter vraiment ceux de la classe ouvrière ? Certains vont sûrement dire des choses racistes, antisémites et transphobes, que nous ne pouvons pas ignorer ne serait-ce qu'une seconde, ou même discuter rationnellement et être en désaccord avec eux parce que cela signifierait leur donner une plateforme.

Ouais, écrase, je ne sais pas à quoi je pensais... Oubliez tout ce que je viens de vous faire lire. À bas la classe ouvrière fasciste !

C.J. Hopkins

Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Diane pour le Saker francophone

LVOG - Comme quoi la réflexion mûrit chez certains intellectuels à travers le monde qui sont contraints petit à petit de se tourner vers les masses laborieuses, comme leurs prédécesseurs au XVIIIe et au XIXe siècle, c'est d'autant plus difficile qu'il n'existe de nos jours aucun dirigeant de la trempe de Marx ou Engels pour les aider à se débarrasser des idées préconçues qu'ils ont adoptées sur le socialisme, continuant de confondre bolchevisme ou communisme avec le stalinisme ou le maoïsme ou encore le castrisme par exemple.

De notre côté, nous n'avons jamais reproché à un ouvrier d'avoir des préjugés archaïques, d'être croyant, ignorant, arriéré, nous ne le soupçonnons pas d'être raciste, xénophobe ou je ne sais quoi

encore, puisque nous savons que c'est le régime qui en est à l'origine, et qu'il suffit de demeurer strictement sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, du socialisme, et de mener notre combat politique dans la perspective du renversement du régime pour que l'idéologie à laquelle ils sont liés n'ait aucune emprise sur nous.

Et quand on a à l'esprit que ce qu'ils appellent la gauche est passée avec armes et bagages du côté de la réaction depuis un siècle, on considère qu'il est normal que la classe ouvrière la considère comme son ennemi. Dès lors, il est tout aussi normal que cette gauche de droite s'en prenne à la classe ouvrière en lui attribuant toutes les tares possibles et inimaginables pour camoufler sa trahison ou sa capitulation face à la réaction. Ce qui l'est moins en revanche, c'est qu'on ait mis aussi longtemps avant de s'en apercevoir, ce qui explique pourquoi on se retrouve totalement ou presque désarmé et impuissant pour la combattre. On comprend dès lors aussi pourquoi il est si difficile de l'admettre. A suivre.

Dans quelle société vivons-nous.

- Près de 260 000 Français sont devenus millionnaires (en dollars) depuis un an - Franceinfo 23 octobre 2018

Le club des millionnaires français s'est enrichi de 259 000 nouveaux membres entre mi-2017 et mi-2018. Selon le rapport annuel du groupe bancaire Crédit suisse publié jeudi 18 octobre, 2,14 millions de Français sont désormais millionnaires en dollars (environ 872 000 euros). Ce rapport intègre dans ses calculs les avoirs financiers et le patrimoine immobilier, et ne prend pas en compte les éventuelles dettes.

"La principale explication de cette hausse du nombre de millionnaires dans les pays d'Europe est la croissance de la richesse réelle, plutôt que les mouvements des taux de change", notent les auteurs du rapport. "Il y a aussi sans doute un effet de 'rattrapage', explique BFMTV. Le nombre de millionnaires français avait fortement chuté ces dernières années. Le pays comptait en effet, en 2014, 2,4 millions de millionnaires."

Les Suisses restent les plus riches

La progression notée pour la France est la deuxième plus forte dans le monde après celle des Etats-Unis, précise Le Figaro. Outre-Atlantique, 878 000 Américains sont devenus millionnaires à cette période. Les Etats-Unis comptent le plus de millionnaires au monde avec 17,3 millions de personnes. Ils sont suivis de la Chine avec 3,4 millions de millionnaires, du Japon (2,8 millions), du Royaume-Uni (2,4 millions) puis de la France et de l'Allemagne ex-aequo (2,14 millions). Toutefois, leur nombre avait chuté ces dernières années : en 2014, ils étaient 2,4 millions.

"La distribution mondiale de la richesse reste largement orientée vers l'Amérique du Nord et l'Europe, qui représentent 60% de la richesse totale des ménages mais ne comptent que 17% de la population adulte mondiale", note l'un des auteurs du rapport. En revanche, le document précise que si l'on considère le patrimoine moyen, les Suisses restent les plus riches au monde avec 11% d'adultes millionnaires. Leur patrimoine moyen s'élève en effet à 530 240 dollars (environ 461 164 euros). Franceinfo 23 octobre 2018

Ganstérisme d'Etat. Hold-up ou détournement de fonds !

- Gérald Darmanin admet que les recettes fiscales du loto du patrimoine n'iront pas au patrimoine - Le HuffPost 23.10

Quand à un pôle les riches deviennent toujours plus riches, à l'autre pôle les pauvres doivent devenir toujours plus pauvres ou plus nombreux.

- Retraites : Agnès Buzyn garantit l'âge de départ à 62 ans, mais pas le taux plein - AFP 22.10

"Le seul engagement qui a été pris, c'est que l'âge de 62 ans restera l'âge minimal de départ." La ministre des Solidarités, Agnès Buzyn, a déclaré dimanche 21 octobre que la question de l'âge de la retraite à taux plein serait tranchée par la négociation avec les partenaires sociaux, avec l'objectif "d'arriver à un consensus".

"Laissons faire la concertation, la première phase de la négociation s'est remarquablement bien passée, c'est inouï (...)" AFP 22.10

"*La négociation s'est remarquablement bien passée, c'est inouï*", elle n'en revient pas elle-même, c'est dire à quel point les dirigeants syndicaux ont dû se coucher...

Quand on décidera de construire un nouveau syndicat ouvrier, il sera évidemment trop tard...

Seconde partie.

France. Macronie et régime policier

Qu'est-ce qui définit le mieux de nos jours une dictature ou un régime totalitaire ? L'alliance du pouvoir en place, des institutions, de la justice, de la police, des médias. Quand l'Etat est sous le contrôle de ploutocrates, et ses opposants menacés, harcelés, réprimés.

Qu'on ne se méprenne pas, Mélenchon et LFI ne constituent pas un danger en tant que tels pour le régime, mais c'est ce qu'il représente pour ceux qui ont des illusions en lui qui en représente un. Nous ne défendons pas Mélenchon, mais ce qu'il représente dans la tête de nombreux militants ou travailleurs.

Macron : Achéons-le !

Lu dans la presse aux ordres.

- Emmanuel Macron fatigué, usé, ses proches s'inquiètent pour sa santé...

- Emmanuel Macron "maigrit à vue d'oeil"...

- Pour un de ses collaborateurs, Emmanuel Macron est dans une période de doute. « Il doute de tout » a-t-il confié au journal Le Parisien. lanouvelletribune.info 22.10

France Info, le relais de l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'Etat, de l'Otan, de l'UE...

Qui est Vincent Giret, le directeur de France Info ?

Il a été directeur ou directeur adjoint des rédactions de L'Expansion, du Parisien, de France 24, de Libération et enfin du Monde avant d'être nommé directeur de France Info. C'est donc un des caciques du système de propagande du gouvernement ou du régime.

Vincent Giret voulait-il faire le coup de la tronçonneuse à Mélenchon ?

- "Jean-Luc Mélenchon est le bienvenu pour une explication", affirme Vincent Giret, le directeur de franceinfo - Franceinfo 22 octobre 2018

- Jean-Luc Mélenchon voulait débattre sur BFM avec les journalistes de franceinfo. C'est non - Le HuffPost 22 octobre 2018

...le leader de la France insoumise, a proposé sur son blog "un débat public contradictoire avec nos diffamateurs de Radio France sur une chaîne comme BFM qui n'appartient pas au gouvernement. Un débat public avec notre diffamateur le rapporteur de notre compte de campagne monsieur de Chalvron".

"Quelqu'un a peur du débat, de la vérité, des comparaisons? Ils ont des raisons. Pas nous", écrivait dimanche Mélenchon

"Un match de catch entre Jean-Luc Mélenchon et la cellule investigation de Radio France sur une télévision privée, c'est non, répond lundi 22 octobre Vincent Giret, directeur de franceinfo. Ça n'est pas raisonnable". En revanche, Vincent Giret invite le leader de La France insoumise sur l'antenne de franceinfo. "Que Jean-Luc Mélenchon vienne ici, réponde à nos questions, comme le font ses lieutenants. Il est toujours le bienvenu pour une explication et un moment de journalisme normal, serein." France Info 22.10

- Mélenchon "en guerre ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police" - AFP 22 octobre 2018

Jean-Luc Mélenchon a assuré lundi que la France insoumise n'était en guerre "ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police", mais qu'"une partie" de ces trois corporations étaient "en guerre" contre LFI dans le sillage du gouvernement.

"Nous ne sommes pas en guerre, ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police. Mais par contre il y a une partie de la justice, de la police et des médias qui est en guerre contre nous parce que le gouvernement a décidé de nous mener cette guerre incroyable que vous avez sous les yeux", a déclaré M. Mélenchon dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux.

"Quant à moi, maintenant, c'est ma vie privée qui paraît-il est d'intérêt général parce que, disent plusieurs journaux, dans les procès verbaux, paraît-il, on déclarerait qu'il y avait quelqu'un chez moi à 07h00 du matin. Mais j'ai le droit, moi de caractériser mes relations", a également déclaré M. Mélenchon.

"Tout cela n'est pas digne. Ce qu'on nous fait subir n'est pas digne, c'est de l'indignité voulue pour salir, pour faire craquer, pour abaisser les gens, les humilier autant qu'on peut parce que enfin, toute la caste hurle de joie", a poursuivi M. Mélenchon.

"Nous n'avons jamais surfacturé. Ceux qui le disent sont des menteurs", a assuré le député des Bouches-du-Rhône.

"Ils (les médias, NDLR) disent: vous avez fait des surfacturations, c'est à partir de là qu'ils montent tout leur roman. Il y a eu des surfacturations, elles ont été faites par la société Mediascop principalement --il y a d'autres accusations-- et j'en aurais bénéficié parce que nous aurions un lien personnel. Mais tout cela doit avoir une trace quelque part non ?", a-t-il développé.

"Ils n'ont même pas fait le minimum du travail, c'est-à-dire comparer les factures sur les mêmes prestations. C'est très facile, il suffit de comparer les factures de M. Macron, de M. Hamon, de M. Fillon et les miennes, et comme ça vous savez tout de suite combien valent les choses. Parce qu'il

y a un prix du marché. C'est pas la peine de parler tout le temps du marché et de ne pas s'y référer quand par hasard il sert à quelque chose." AFP 22 octobre 2018

La fabrique du consentement mise à contribution.

- La popularité de Mélenchon entachée par l'épisode des perquisitions - Reuters 22 octobre 2018

A 22% de sondés "satisfaits" de son action, il recule de sept points de pourcentage par rapport à septembre dans le baromètre Opinion Way pour LCI réalisé mercredi et jeudi et publié dimanche, et atteint ainsi un plus bas inédit dans ce sondage réalisée depuis 2010. Reuters 22 octobre 2018

Bref, un sondage commandé par l'oligarque Bouygue...

- Après une semaine calamiteuse, Jean-Luc Mélenchon coule dans le baromètre politique Ipsos/Le Point. - LePoint.fr 24 octobre 2018

Bref, un sondage commandé par l'oligarque François-Henri Pinault...

Soupçon et harcèlement.

- Mélenchon est-il allé trop loin ? - Capital 23.10

- Comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon : Sophia Chikirou de nouveau entendue par les policiers - Franceinfo 23.10

Servilité bien comprise.

- Benoît Hamon ne comprend pas les attaques de Jean-Luc Mélenchon contre la presse - LeFigaro.fr 23.10

Parole d'internaute

(A propos de la cabale montée contre Mélenchon.)

1- "Être innocent n'a jamais protégé personne en politique. Mélenchon devrait arrêter de se justifier tout le temps car ses accusateurs se moquent pas mal de sa probité ou de la régularité de ses comptes. Il est coupable parce qu'il doit l'être, c'est tout. Et ce n'est pas fini, il va se faire déchiqueter par la "justice" et par la presse.

Le comportement du prétendument vertueux Mediapart dans cette affaire est le signe que rien ne lui sera épargné. Mélenchon a justement pointé le fait que ce genre de pratique a désormais cours dans un certain nombre de pays d'Europe et d'Amérique latine. On a assez peu parlé en France de ce qu'a subi le Britannique (eurosceptique et anti-Blair) Jeremy Corbyn depuis son accession à la tête du Labour. C'était ultra violent, à mon avis bien pire que le sort qui est fait à Mélenchon. Les tentatives pour le tuer politiquement avec l'accusation d'antisémitisme ont été incessantes et savamment orchestrées. Il a survécu et le poste de Premier Ministre lui reste accessible.

Il faut noter que le caractère de Corbyn est à l'opposé de celui de Mélenchon : il est calme, posé, très courtois, un vrai robinet d'eau tiède. Ce n'est évidemment pas le tempérament de Mélenchon (et encore moins ses comptes de campagne) qui est la cause du maccarthysme qui se déchaîne dans la presse et la justice. C'est son programme politique."

2- (Macron - Ndlr) "Un homme sous influence?"

La moralité de l'histoire serait que lorsque on a plein de dettes et un train de vie somptueux on ne peut être que redevable à l'égard de ses mentors financiers.

Bref à n'en pas douter voici un homme politique sous influence qui n'a guère d'autre souci que de continuer à flotter dans le marigot en récompensant les grenouillages qui l'ont fait roi...

Confiné par la majorité populaire dans ses derniers retranchements le voici en train de tordre les bras à l'opinion et à la justice en allumant des contre feux répressifs dignes des grandes heures du totalitarisme mondial...

Bref un coup d'état de la novlangue et du parler vide médiatique qui commence à s'apparenter à une chasse aux sorcières politique.

Honte à tous les godillots néo libéraux de ce pays qui ont transformé l'assemblée de la nation en chambre d'enregistrement au service d'une idéologie minoritaire et totalitariste qui met en place sans débat la pire dictature celle des ultra nantis..."

3- "A propos de ses revenus de l'époque Rothschild, faut croire que la braderie d'Alstom lui a rapporté un "pognon fou".

Mon opinion est faite depuis longtemps : Macron présente le profil type du Yuppie (acronyme de Young Urban Professional), terme anglophone définissant les jeunes cadres et ingénieurs de haut niveau, évoluant dans les milieux de la haute finance et habitant le cœur de grandes métropoles (définition wikipedia).

J'en connais personnellement quelques-uns (fils et filles de connaissances et amis).

Ils ont voté massivement pour leur alter égo, s'identifiant pleinement à l'artefact générationnel du système promu par l'Union Européenne : libre-échange (main-d'oeuvre, produits et capitaux), LGTB, Mariage pour Tous/pacsage, migrants... chez les autres/voisins, sans frontière ni limites, ardent défenseur de la monnaie unique si pratique pour se déplacer en Europe (sans se soucier de ses effets destructeurs), des individualistes dont le seul repère est argent et plaisirs associés."

4- "Ne pas oublier une certaine présidente suspectée de malversation qui a été délogé par un nouveau président connu pour ses malversations... comme les révolutions colorées, le #metoo ou d'autres choses, quand on élargit le champs de vision, il y a des "coïncidences significatives"..."

La morale de la morale, c'est que ceux qui font le plus la morale sont généralement ceux qui en ont le moins.

Totalitarisme. La France un pays toujours plus liberticide.

- "Black blocs" : Le Sénat adopte un texte LR contre les violences dans les manifestations - AFP 23.10

- Vous comprenez pourquoi les dirigeants syndicaux ont toléré la présence des Black blocs dans leurs manifestations...

- Le Sénat vote une proposition de loi anti-violences - Reuters 23.10

Le Sénat a voté mardi en première lecture une proposition de loi émanant de l'opposition et visant à prévenir les violences lors des manifestations, notamment en sanctionnant plus sévèrement les auteurs de tels actes. Reuters 23.10

- Campagne sur le consentement sexuel : il faut "que les rapports soient consentis, mais surtout désirés" - Franceinfo 23.10

- Entre 25 et 34 ans, une femme sur cinq dit avoir subi un rapport sexuel forcé ou une tentative - Franceinfo 23.10

- Bruno Julliard porte plainte contre Marcel Campion pour diffamation et injure homophobe - Le HuffPost 23.10

Troisième partie

Dossier sur l'affaire du journaliste Jamal Khashoggi.

Comme dans l'affaire Mélenchon, nous ne prenons pas la défense de Khashoggi qui était un personnage pour le moins infrequentable ou détestable, qui collaborait avec le Washington Post et le New York Times qui figurent par les piliers du groupe Bilderberg et de la presse états-uniennes relayant la propagande de l'Etat profond américain.

Ce qui nous intéresse c'est uniquement d'exposer et d'exploiter la pourriture du vieux monde, de montrer comment il fonctionne et quelles sont ses véritables intentions, de quoi il est capable pour parvenir à ses fins, afin que le plus nombre de travailleurs parviennent à la conclusion qu'il faut impérativement l'abattre et qu'il y a urgence en la matière.

- Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Extrait.

L'opération Khashoggi

Il suffisait d'attendre. Le 2 octobre 2018, MBS fit assassiner au consulat saoudien d'Istanbul un des hommes de main du prince al-Waleed Ben Talal, le journaliste Jamal Khashoggi, en violation de l'article 55 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires [4].

Jamal Khashoggi était le petit-fils du médecin personnel du roi Abdul Aziz. Il était le neveu du marchand d'armes Adnan Khashoggi qui équipa l'armée de l'air saoudienne, puis approvisionna pour le compte du Pentagone l'Iran chiite contre l'Iraq sunnite. Samira Khashoggi, sa tante, est la mère du marchand d'armes Dodi Al-Fayed (éliminé avec sa compagne, la princesse britannique Lady Diana [5]).

Jamal avait été associé au coup de Palais que le vieux prince al-Waleed préparait contre MBS. Des spadassins lui coupèrent les doigts et le démembrèrent avant de présenter sa tête à leur maître, MBS. L'opération avait été soigneusement enregistrée par les services secrets turcs et US.

À Washington, la presse et des parlementaires US demandent au président Trump de prendre des sanctions contre Riyad [6].

Un conseiller de MBS, Turki Al-Dakhil, réplique que si les États-Unis prennent des sanctions contre le royaume, celui-ci est prêt à chambouler l'ordre mondial [7]. Car dans la tradition des bédouins du désert, toute insulte doit être vengée quel qu'en soit le prix.

Selon lui, le royaume prépare une trentaine de mesures dont les plus marquantes sont :

- Descendre la production de pétrole à 7,5 millions de barils/jour, provoquant une hausse des prix aux environs de 200 dollars le baril. Le royaume exigera d'être payé en d'autres monnaies que le dollar, provoquant la fin de son hégémonie ;
- S'écarter de Washington et se rapprocher de Téhéran ;
- Acheter des armes en Russie et en Chine. Le royaume offrira une base militaire à la Russie à Tabuk, au nord-ouest du pays, c'est-à-dire à proximité de la Syrie, d'Israël, du Liban et de l'Iraq ;
- Soutenir du jour au lendemain le Hamas et le Hezbollah.

Consciente des dégâts que le fauve peut provoquer, la Maison-Blanche sonne la curée. Se souvenant tardivement de leur beau discours sur les « Droits de l'homme », les Occidentaux déclarent en chœur qu'ils ne supportent plus ce tyran médiéval [8]. Tous leurs leaders économiques, un à un, se conforment aux instructions de Washington et annulent leur participation au Forum de Riyad. Rappelant que Khashoggi était « résident états-unien », le président Trump et son conseiller Kushner évoquent la confiscation de ses biens au profit des États-Unis pour apaiser leur courroux.

À Tel-Aviv, c'est la panique. MBS était le meilleur partenaire de Benjamin Netanyahu [9]. Il lui avait demandé de constituer un état-major commun au Somaliland pour écraser les Yéménites. Lui-même s'était secrètement rendu en Israël, fin 2017. L'ancien ambassadeur US à Tel-Aviv, Daniel B. Shapiro, prévient ses coreligionnaires israéliens : avec un tel allié, Netanyahu met le pays en danger [10].

Le Pacte du Quincy ne protège que le roi, pas les prétendants à son trône. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Notes.

[4] « Convention de Vienne sur les relations consulaires », Réseau Voltaire, 24 avril 1963.

[5] Lady died, par Francis Gillery, Fayard éd., 2006. « Francis Gillery : "J'ai étudié le mécanisme du mensonge d'État dans l'affaire Diana" », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 août 2007.

[6] "The disappearance of Jamal Khashoggi", by Manal al-Sharif, Washington Post (United States) , 9 October 2018. "Letter by the Senate Foreign Relations Committee on the disappearance of Jamal Khashoggi", 10 October 2018.

[7] "US sanctions on Riyadh would mean Washington is stabbing itself", Turki Al-Dakhil, Al-Arabiya, October 14, 2018.

[8] « Déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères d'Allemagne, de France et du Royaume-Uni sur la disparition de Jamal Khashoggi », « Déclaration de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni sur la mort de Jamal Khashoggi », Réseau Voltaire, 14 et 21 octobre 2018.

[9] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2015.

[10] "Why the Khashoggi Murder Is a Disaster for Israel", Daniel Shapiro, Haaretz, October 17, 2018. Source : « Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 octobre 2018, www.voltairenet.org/article203577.html

- Le drame Khashoggi. Plus d'accord possible. Erdogan veut le départ de MbS - Moon of Alabama 22 octobre 2018

La saga Khashoggi continue d'influencer la situation politique au Moyen-Orient.

Vendredi dernier, le régime saoudien admettait que Khashoggi avait été tué dans son consulat à Istanbul. Depuis, il a changé deux fois d'histoire :

Après avoir nié pendant des semaines son implication dans la disparition de Khashoggi, l'Arabie saoudite a déclaré que ce dernier avait été tué dans le consulat d'Istanbul, affirmant que sa mort était le résultat d'une simple "bagarre". Une source saoudienne proche du palais royal a déclaré plus tard à CNN que le journaliste du Washington Post était mort par étouffement. Dimanche, son ministre des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, est allé plus loin en qualifiant, dans une déclaration à Fox News, la mort de Khashoggi de "meurtre" et d'"erreur énorme".

Mohammad bin Salman, le prince héritier saoudien et dirigeant de facto, ne semble pas avoir de bons conseillers médiatiques. Si l'on ne s'en tient pas à une seule histoire, toutes les autres seront immédiatement remises en question.

Les Saoudiens prétendaient à l'origine que Khashoggi avait quitté le consulat. Nous savons maintenant pourquoi ils se sont sentis assez sûrs d'eux-mêmes pour affirmer une telle chose. CNN tient une nouvelle histoire d'origine turque ; un leurre est sorti du consulat pour faire croire que c'était Khashoggi qui en sortait. Ils ont fourni des photos pour le prouver :

Un membre de l'équipe de 15 hommes soupçonnée de la mort de Jamal Khashoggi s'est déguisé et a été filmé par des caméras de surveillance d'Istanbul le jour où le journaliste a été tué, a déclaré un haut responsable turc à CNN.

CNN a obtenu des images exclusives de surveillance policière, dans le cadre de l'enquête du gouvernement turc, qui semblent montrer l'homme quittant le consulat par la porte arrière, portant les vêtements de Khashoggi, une fausse barbe, et des lunettes.

Mais, alors que Khashoggi était à moitié chauve, le leurre dans les vêtements de Khashoggi semble avoir tous ses cheveux.

Petit à petit, le gouvernement turc divulgue de plus en plus de détails sur cette triste histoire. Cela aide à maintenir le sujet en tête de l'ordre du jour politique.

YeniSafak, un journal grand public aligné sur Erdogan, affirme (turc, traduction automatique) que Khashoggi a été mis en contact téléphonique avec MbS pendant son séjour au consulat. On lui aurait dit de retourner en Arabie saoudite. Après avoir refusé de le faire, il a été tué.

Un rapport ultérieur de YeniSafak (turc, traduction automatique) indique que le chef de l'équipe saoudienne envoyé au consulat, Maher Abdulaziz Mutreb, a donné quatre coups de fil au directeur du bureau de bin Salman, Badr bin Mohammed Al Asaker, à Riyadh. Ce dernier est le directeur de la fondation du prince héritier et son "éminence grise". Mutreb aurait utilisé le téléphone portable du consul. Un autre coup de fil a été donné aux États-Unis, probablement à Khalid bin Salman, le frère de MbS, ambassadeur saoudien à Washington DC. lequel est depuis retourné à Riyad. Al Jazeera Arabic avait déjà fait état de tels appels et de 19 autres appels WhatsApp à MbS lui-même.

Si la nouvelle de ces appels est avérée, le meurtre de Khashoggi était donc sans aucun doute un meurtre prémédité sur ordre direct du prince héritier.

La police turque a également trouvé une voiture abandonnée qui appartient au consulat saoudien. On peut la voir sur les images de vidéosurveillance du consulat le jour où Khashoggi a été tué.

Tout cela prouve que l'espionnage de l'équipe d'assassinat saoudienne [par les turcs, NdT] était total. Tous les réseaux de téléphonie cellulaire conservent les traces de chaque appel. Tout téléphone d'un fonctionnaire étranger en Turquie est surveillé par les services de renseignement du pays. Seul un téléphone jetable avec une carte prépayée anonyme aurait pu offrir une certaine protection.

Il semble que l'équipe saoudienne s'en fichait. Elle a tenté d'occulter l'incident en enlevant le corps, mais n'a pas fait grand-chose pour dissimuler l'opération. Ils s'attendaient probablement à s'en tirer comme ça. C'était certainement le cas de MbS, leur patron :

Le Prince Mohammed a été choqué que la disparition de Khashoggi ait dégénéré en crise diplomatique. Il n'a pas compris pourquoi la disparition de Khashoggi était considérée comme si importante, selon les personnes qui ont récemment eu des contacts avec le prince. ...

Le 10 octobre, huit jours après la disparition de Khashoggi, le prince Mohammed a appelé Jared Kushner, le conseiller et gendre du président Trump, d'après les personnes informées de cette conversation téléphonique.

Pourquoi tant indignation, a demandé le prince Mohammed en anglais. ...

La confusion du prince s'est vite transformée en rage. "Il a été vraiment choqué par une telle réaction", a déclaré un proche de la cour royale. "Il se sent trahi par l'Occident. Il a dit qu'il regarderait ailleurs [des alliés, NdT] et qu'il n'oublierait jamais comment les gens se sont retournés contre lui avant que des preuves ne soient montrées."

Personne ne semble se soucier du nombre de meurtres quotidiens dus à Mohammad bin Salman au Yémen. Il n'y a pas eu de réaction brutale lorsque MbS a enlevé le Premier ministre libanais Hariri, ni lorsqu'il a incarcéré près de 400 princes et les a torturés pour voler leur argent. Pourquoi quelqu'un se soucierait-il de Khashoggi ?

Parce que c'est ainsi que fonctionne la psychologie humaine :

La mort d'un homme est une tragédie. La mort de millions de personnes est une statistique. - Joseph Staline

Nous, les humains, nous nous soucions beaucoup plus d'une seule personne que nous connaissons que d'une masse de personnes avec lesquelles nous n'avons aucune relation.

Khashoggi était un ami personnel d'Erdogan. Il était chroniqueur au Washington Post, le journal d'information le plus apprécié de la CIA. Mohammad bin Salman est un ennemi des deux. Ni le rédacteur en chef néoconservateur du Post, Fred Hiatt, ni Erdogan n'apprécient le prince héritier saoudien. Ils font donc du grabuge quand on leur en donne l'occasion.

Ils vont donc empiler et laver publiquement le linge sale de l'Arabie saoudite jusqu'à ce que MbS ne soit plus là. Hier, le New York Times dénonçait les brigades twitter que les Saoudiens avaient engagées pour manipuler l'opinion publique. Aujourd'hui, c'est le Washington Post qui fait un rapport détaillé sur le trafic d'influence que les saoudiens exercent grâce aux groupes de réflexion américains. Le Middle East Institute, le CSIS et Brookings ne jouent plus le jeu. Ceux qui faisaient du lobbying pour les Saoudiens annulent leurs contrats. D'autres articles de ce genre seront publiés. Les années de lobbying et les dizaines de millions de dollars utilisés pour la propagande en faveur des Saoudiens sont maintenant partis en fumée.

L'affaire est préjudiciable à Trump. Il a construit sa politique au Moyen-Orient sur ses relations avec l'Arabie saoudite. Mais il ne peut pas éviter le sujet et doit faire laisser MbS face à ses responsabilités. Son propre parti fait pression en ce sens. Hier, le sénateur républicain Bob Corker, président de la commission des affaires étrangères, a rejeté la version saoudienne de l'article et a demandé (video) à ce qu'ils en subissent les conséquences :

“C'est mon sentiment, je n'en suis pas encore sûr, mais d'après les renseignements que j'ai lus, d'après les autres extraits que j'ai lus, je pense que MbS est impliqué dans cette affaire, qu'il l'a dirigée et que cette personne a été intentionnellement assassinée. ...

Il doit y avoir une punition et un prix à payer pour cela. ...

Est-ce que je pense qu'il l'a fait ? Oui, je pense qu'il l'a fait. (...) Nous avons évidemment des coups de fil interceptés qui font penser à une participation allant à un très haut niveau, alors utilisons cela. »

Dimanche, Erdogan était au téléphone avec Trump. Le compte rendu turc de cet appel fait allusion aux négociations sur la Syrie, à la levée des sanctions contre la Turquie et à d'autres questions. Mais l'affaire Khashoggi est maintenant allée trop loin pour permettre la conclusion d'un accord à ce sujet.

Le porte-parole d'Erdogan, chroniqueur un peu fou, Ibrahim Karagül, donne un aperçu de la pensée d'Erdogan et expose ses objectifs :

Le véritable piège était tendu contre l'Arabie saoudite. Bien qu'un rapport conjoint Arabie Saoudite – États-Unis – Israël ait été établi et qu'il ait été question de protéger l'administration de Riyad de l'Iran, l'objectif était de détruire l'Arabie Saoudite par l'intermédiaire de Salman et Zayed [Prince héritier d'Abu Dhabi]. Le prochain front prévu après la guerre en Syrie est le golfe Persique, l'Arabie Saoudite. Ils n'ont jamais compris cela, ils ne pouvaient pas le comprendre. La Turquie l'a compris, mais le monde politique arabe était aveuglé.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite se trouve dans une situation très difficile. Le monde s'est effondré sur elle. Le prince héritier Salman traverse une épreuve pénible à cause de Zayed, qui a le contrôle sur lui. Si la gravité de la situation après l'assassinat de Khashoggi n'est pas comprise, nous assisterons à un “front contre l'Arabie saoudite”, avant peu d'années. ...

L'administration de Riyad doit détrôner immédiatement le prince héritier Mohammed bin Salman. Elle n'a pas d'autre choix. Sinon, elle va en payer le prix fort. S'ils ne parviennent pas à briser le piège tendu à l'Arabie saoudite par l'intermédiaire de bin Zayed, ils seront victimes de la formule de Trump “Tu ne dureras pas plus de quelques semaines”, et le processus va commencer à s'enclencher dans cette direction. ...

Ce duo doit être retiré de la région et neutralisé. Sinon, ils vont y mettre le feu.

Le Prince héritier d'Abu Dhabi, Mohammed bin Zayed, est le mentor et partenaire de Mohammad bin Salman contre le Yémen. MbZ est plus intelligent que MbS – et sera plus difficile à déloger.

Erdogan a annoncé, dans un discours prononcé devant le groupe parlementaire de son parti, qu'il donnerait plus de détails sur l'affaire mardi prochain. Il ne diffusera probablement pas encore la cassette du consulat que les services de renseignements turcs prétendent avoir. Mais il pourrait bien confirmer les appels téléphoniques révélés et menacer de diffuser leur contenu.

L'objectif d'Erdogan semble clair. La possibilité pour MbS de passer un accord avec lui s'est volatilisée, celui-ci doit partir. Il essaiera de faire valoir son point de vue jusqu'au bout.

Moon of Alabama

Traduit par Wayan, relu par jj pour le Saker Francophone

Lu dans les médias du ministère de la Vérité.

- Pour Donald Trump, le meurtre de Jamal Khashoggi est "l'une des pires opérations de dissimulation de l'Histoire" - Le HuffPost 24 octobre 2018

"Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation", a-t-il déclaré depuis le Bureau ovale. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui "un fiasco total".

Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un "excellent allié" de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était "l'un des principaux investisseurs aux Etats-Unis".

"Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation", a déclaré Donald Trump depuis le Bureau ovale. "Cela n'aurait jamais du être envisagé", a-t-il ajouté. "Celui qui a eu cette idée, quel qu'il soit, est dans une situation très difficile", a-t-il encore dit. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui "un fiasco total".

Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un "excellent allié" de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était "l'un des principaux investisseurs aux Etats-Unis".

Faisant un point sur l'enquête, Recep Tayyip Erdogan a décrit un "meurtre sauvage" qui a été "planifié" pendant plusieurs jours et mis à exécution par une équipe de "15 agents". Sans impliquer nommément le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, dit "MBS" et régulièrement critiqué par Khashoggi, le président turc a souligné l'importance de punir "toutes les personnes impliquées, des exécutants aux commanditaires" de ce meurtre.

Il faut "mettre au jour les responsabilités de chacun dans cette affaire, du plus haut niveau au plus bas", a insisté le chef de l'État turc, qui a proposé de juger à Istanbul les 18 suspects arrêtés par Ryad. Le HuffPost et AFP 24 octobre 2018

Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a dénoncé mardi le meurtre "barbare" du journaliste saoudien Jamal Khashoggi...

Il a rejeté les explications de Ryad (une altercation qui aurait mal tourné) et mis en cause sans le nommer "MBS", tout en semblant dédouaner son père, le roi Salman, dont il a dit ne pas douter de la sincérité. Reuters 24 octobre 2018

- Des parties du corps de Kashoggi retrouvées dans les jardins du consul saoudien à Istanbul - BFMTV 23 octobre 2018

Après une longue période de dénégation, les autorités saoudiennes avaient fini par admettre que Jamal Kashoggi avait été tué le 2 octobre dans les locaux de leur consulat à Istanbul. Mais, plutôt que de reconnaître un assassinat sciemment organisé, l'Arabie saoudite assurait que le journaliste était mort des coups reçus durant une bagarre ayant éclaté lors d'un interrogatoire. Par ailleurs, le royaume jurait ne pas savoir où se trouvait le corps de la victime. Il semble que ce mystère se dissipe désormais et que la version saoudienne soit à présent intenable. En effet, selon Sky News

ce mardi, les enquêteurs turcs ont découvert des parties du corps de Jamal Kashoggi dans les jardins du consul général saoudien.

Le média britannique dit se fonder sur deux sources différentes, l'une liée à l'enquête, l'autre très bien placée dans les cercles politiques et en relation avec l'instruction judiciaire. Les deux ont confirmé la découverte, et la seconde a précisé la localisation de celle-ci. Et il est bien question des jardins de la résidence personnelle du consul général saoudien, Mohamed al-Otaibi, et non du consulat stricto sensu, distant de 500 mètres. Les restes du reporter attestent qu'il a été démembré et que son visage a été défiguré. Les policiers scientifiques avaient auparavant prélevé des échantillons de terre des jardins du consul général. BFMTV 23 octobre 2018

- Nouvelles révélations macabres sur la mort de Jamal Khashoggi - Le figaro.fr 22.10

Dans le quotidien Hurriyet, M. Selvi, un éditorialiste proche du pouvoir turc, affirme que Jamal Khashoggi, âgé de 59 ans, a été immédiatement conduit vers le bureau du consul où il a été «étranglé» par les agents saoudiens. «Cela a duré entre 7 et 8 minutes», précise-t-il. Le corps a ensuite été «coupé en 15 morceaux» par un médecin légiste faisant partie du commando saoudien, ajoute le journal, selon lequel le corps démembré a été sorti du consulat, mais se trouverait toujours dans un endroit inconnu à Istanbul.

Selon les médias turcs, la police a retrouvé lundi un véhicule du consulat saoudien, équipé d'une plaque d'immatriculation diplomatique, «abandonné» dans un parking souterrain d'Istanbul. La chaîne américaine CNN a pour sa part diffusé des images de vidéosurveillance montrant, selon un responsable turc, un des agents saoudiens quittant le consulat par une porte arrière et portant les vêtements dont était vêtu Khashoggi à son arrivée, ainsi qu'une barbe factice. Il s'agissait, selon le responsable turc, d'une «tentative de dissimulation» visant à faire croire que Khashoggi avait bel et bien quitté le bâtiment comme l'avait affirmé Ryad après la disparition du chroniqueur du Washington Post.

La chaîne turque AHaber a de son côté diffusé d'autres images de vidéosurveillance montrant selon elle des employés saoudiens du consulat brûler des documents au lendemain de la mort de Khashoggi.

Selon Reuters, l'un des principaux conseillers de MBS, Saoud al-Qahtani, limogé samedi dernier, aurait été présent virtuellement au consulat durant l'interrogatoire, via Skype. Al-Qahtani aurait insulté Khashoggi à plusieurs reprises, et c'est lui qui aurait ordonné à ses sbires de «disposer» du journaliste. «Apportez-moi la tête du chien», leur aurait-il ordonné, croit savoir Reuters, citant une source auprès des services de renseignement turcs. Il n'est toutefois pas certain que Al-Qahtani ait assisté à l'ensemble de la scène. Toujours selon l'agence, l'enregistrement de cette conversation sur Skype serait actuellement entre les mains du président turc.

Erdogan s'est entretenu au téléphone dans la nuit de dimanche à lundi avec son homologue américain Donald Trump, peu après la parution d'une interview dans laquelle ce dernier a dénoncé «des mensonges» et jugé que les versions données par Riyad «partent dans tous les sens». «Je ne suis pas satisfait de ce que j'ai entendu», a déclaré lundi le président américain depuis les jardins de la Maison Blanche, précisant qu'il avait parlé au prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane. Le figaro.fr 22.10

- Ouverture de la session 2018 de la Future Investment Initiative de Riyad - Réseau Voltaire 23 octobre 2018

La session 2018 du Future Investment Initiative s'est ouverte, le 23 octobre 2018 à Riyad. Cette conférence, créée en 2017, était destinée à devenir annuelle. Cependant la majorité des orateurs

et sponsors étrangers se sont retirés de l'organisation à la suite de l'assassinat de Jamal Khashoggi.

Le Future Investment Initiative se targuait d'être le « Davos du désert ». Lors de la session 2017, le prince héritier Mohamed Ben Salmane (dit « MBS ») avait présenté le projet Neom : la création d'un paradis fiscal en mer Rouge pour l'élite de la planète. Il avait également annoncé un futur abandon du wahhabisme [1].

Durant l'année écoulée, le projet Neom a été confié à Klaus Kleinfeld, un des administrateurs du Groupe de Bilderberg. Il a été étendu à la rive occidentale de la mer Rouge avec l'aide de l'Égypte. Israël devait en assurer la sécurité.

Aucun signe d'abandon du wahhabisme n'a été rendu public. Tout au plus les femmes se sont vues octroyer le droit de conduire des voitures, mais toujours en présence de leur tuteur légal.

Le retrait des principaux sponsors et orateurs de la conférence semble correspondre à une mise à l'écart prochaine de MBS par les Occidentaux.

Le Conseil de famille restreint des Saoud se réunit secrètement depuis quelques jours pour réviser une nouvelle fois la règle de succession au trône. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

En complément

- Espagne: Le Parlement rejette l'arrêt des ventes d'armes à Ryad - Reuters 23.10

- Affaire Khashoggi : Paris fait profil bas - leparisien.fr 23 octobre 2018

Comment dire à un « partenaire » soupçonné d'être impliqué dans un meurtre que l'on est mécontent... tout en restant en bons termes ? Après tout, les clients ne sont-ils pas les rois, surtout quand ils vous achètent pour plus de quatre milliards d'euros par an ? leparisien.fr 23 octobre 2018

- "Danger d'une famine imminente et géante" au Yémen, selon l'ONU - AFP 23 octobre 2018

Le Yémen fait face à "un danger clair et présent d'une famine imminente et géante", a averti mardi le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, qui estime à 14 millions le nombre de personnes qui pourraient en être victimes. AFP 23 octobre 2018

Commentaires d'internautes

1- "Cette triste affaire me rappelle étrangement l'affaire Anna Politkovskaïa, assassinée à Moscou, ainsi que celle d'autres "journalistes dissidents russes" dans des circonstances assez obscures.

Toute la "communauté internationale" s'était alors unanimement levée pour dénoncer immédiatement, sans délai et sans apporter le moindre argument "Vlad l'empaleur"® qui était formellement à l'origine de ces assassinats barbares.

Il en va de même pour l'utilisation d'armes chimiques contre des civils innocents par "Bachar le Boucher"®.

Dans le cas de Jamal Kasogghi, il faut attendre le résultat d'une enquête impartiale de l'Arabie Saoudite elle-même avant de faire la moindre déclaration.

Étonnant non ?

Nota : Je ne suis ni pro-Poutine, ni pro-Bachar, ni anti-MBS ni quoi que ce soit.

Je me pose juste quelques questions."

2- "Dites-vous bien que lorsque nos élus et hauts fonctionnaires parlent de "valeurs", ils pensent aux valeurs boursières de leurs commanditaires.

Sans eux, point de salut... ni de carrière !

Les principes, c'est pour les sans-dents."

3- "Ce qui m'étonne le plus c'est qu'on s'étonne! Tout était couru d'avance: le cinéma de Trump qui exprimait sa réprobation en demandant que toute la vérité soit faite, les termes diplomatiques des petits valets français, britanniques et allemands. Chacun exécute son rôle dans la part du théâtre qui lui est confiée. Ce qui compte au Moyen-Orient: le combat d'Israël et le pétrole et ses pétrodollars. Reste à savoir quel est le metteur en scène.

Quant à Macron, son attitude est dans sa nature et ses discours sont des impostures (qui, comme pour tous les derniers présidents, ne sont pas de lui). Je ne l'ai jamais écouté ça m'aurait fait vomir."

4- "...il serait très judicieux de se pencher sur l'ordre de succession de MBS, car en toute logique, il n'est pas le premier sur la liste. Avec ce genre de scandales, il pourrait bien que cette information refasse surface..."

5- "Succession ? Mohammed Bin Nayef, un CIA, candidat chéri des cours atlantistes, lequel fut méchamment court-circuité en son temps par MbS. Sa mise à l'écart fut un crève-coeur occidental..."

6- "Le cas est complexe.

– Vu le CV de Kassogghi , sa mort ne m'arrache pas des larmes . Ce gars a quand même soutenu les barbares qui égorgent tout le monde. Disons que le fait que les islamistes s'entretuent ne me gêne pas outre mesure.

– je suis naturellement non-interventionniste donc raison de plus pour ne pas me mêler de ce règlement de comptes entre barbares.

– le soutien aux barbares et le fait de leur vendre des armes me gêne beaucoup plus , mais ça fait un bon moment que ça dure , nos chers politiciens ont l'art de l'indignation sélective en fonction de leurs propres intérêts. Mais c'est vrai que l'Arabie Saoudite a des arguments solides en terme de barils de pétrole et de milliards de pétrodollars.

7- "C'est que les Saouds ont commis un crime inqualifiable : tuer un journaliste, qui écrivait dans le New York Times en plus!

C'est pas comme tuer quelques dizaines de milliers de civils Yéménites, qui ne sont même pas premiers de cordée, ou financer des djihadistes dans le monde entier. Non, c'est pas pareil, parce que là, c'est vraiment abject. Sans compter que le "journaliste" en question était un ancien combattant barbu en Afghanistan (contre les méchant soviétiques), qui appuyait fidèlement les points de vue néocon dans ses papiers du NYT. S'il s'était agit d'un simple blogueur, 1000 coups de fouet et on en parlait plus..."

8- "Pour Skrippal le coupable fut immédiatement trouvé malgré des preuves plus que douteuses et une floppée de diplomates Russes expulsés par l'occident.

Pour Kassogghi alors que la responsabilité du régime saoudien apparaît plus que probante, quelles précautions, quelle danse du ventre, on demande une enquête rigoureuse....à l'Arabie, on n'a pas pris toutes ces précautions avec Moscou pour Skrippal et on ne lui a pas demandé de conduire l'enquête, on le lui a même refusé d'y participer quand au diplomates saoudiens en occident personne ne les dérange."

Quatrième partie.

L'Otan, l'UE et l'ONU, des instruments du totalitarisme.

Macédoine

- La Macédoine devient une « démocratie » à l'états-unienne Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Le Parlement macédonien a adopté à la majorité qualifiée le principe d'une modification constitutionnelle autorisant le changement de nom de la République et son adhésion à l'Otan et à l'Union européenne.

Le 14 juillet 2018, le gouvernement de Zoran Zaev organisait une fête nationale pour célébrer l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Otan. Mais les Macédoniens boycottaient les 14 concerts gratuits organisés dans le pays. Aucun ne pu se tenir.

Le 30 septembre, deux tiers des Macédoniens refusaient de soutenir le changement de nom de la République négocié par le Premier ministre Zoran Zaev et son homologue grec, Alexis Tsipras.

Washington et Bruxelles décidaient alors d'utiliser le Parlement pour contredire le peuple.

Une opération de corruption était pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine et la scission de l'Église orthodoxe en 2018). Le département d'État envoyait sur place son directeur pour les Balkans, Matthew Palmer.

Les poursuites judiciaires entreprises contre huit députés d'opposition ont été soudainement abandonnées et ceux qui étaient en prison ont été libérés. 250 000 dollars en liquide ont été remis par « l'agent Tesla » à chacun pour qu'il change son vote. Ce qu'ils ont fait. Considérés comme traîtres à la patrie, ils ont alors été exclus de leur formation politique.

L'ambassadeur Baily et l'assistant adjoint du secrétaire d'État étaient présents dans les locaux du Parlement lors du débat et du vote.

À l'issue du vote, le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'une garde rapprochée était accordée à chacun des parlementaires ayant voté pour le changement de nom et l'adhésion à l'Otan et à l'UE.

Pendant que la Macédoine bascule ainsi dans le « camp de la démocratie » (sic), le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Kotzias, a présenté sa démission. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

- Moscou dénonce le vote au Parlement macédonien sur le nouveau nom du pays - Reuters 22 octobre 2018

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé lundi le vote "truqué" du Parlement macédonien, vendredi soir, sur le changement de nom du pays à la suite de l'accord conclu en juin avec la Grèce.

Pour Moscou, ce vote n'a aucune valeur car il a été obtenu par "le chantage, la menace et l'achat de voix" à la suite de manoeuvres orchestrées par les Etats-Unis.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) doit être rebaptisée république de Macédoine du Nord en échange de quoi Athènes ne s'opposera plus à son intégration au sein de l'Union européenne et de l'Otan.

La loi a été votée au Parlement macédonien par 80 députés sur 120, exactement la majorité des deux tiers requise pour adopter une modification de la Constitution.

"Nous considérons ce qui s'est passé comme une violation flagrante de tous les principes, d'un point de vue moral comme d'un point de vue juridique", a déclaré le ministère russe dans un communiqué.

"Des manipulations aussi sordides ne peuvent être considérées comme l'expression de la volonté des parlementaires", a-t-il ajouté.

Pour Moscou, les huit voix nécessaires qui ont permis d'atteindre les deux tiers des suffrages ont été obtenues "par le chantage, la menace et l'achat de députés de l'opposition." Reuters 22 octobre 2018

Lettonie

- En Lettonie, la coalition sortante subit une déroute - Rupture 08.10

Défaite des sortants en Lettonie

Les électeurs lettons étaient appelés à renouveler leurs députés le 6 octobre. Dans ce pays balte de 1,9 million d'habitants, 54% d'entre eux se sont déplacés, soit 4 points de moins qu'en 2014.

Le gouvernement sortant s'est prévalu d'avoir fidèlement appliqué les réformes souhaitées par l'Union européenne (fiscalité, système de santé...), ce qui a contribué à accroître un mécontentement social latent, alors même que l'émigration, notamment de la jeunesse, reste forte, en particulier vers les pays anglo-saxons. Plusieurs scandales de corruption – dont celui qui a tout récemment impliqué le gouverneur de la Banque centrale – ont également marqué la campagne, dans une Lettonie parfois décrite comme « la capitale européenne du blanchiment ».

Enfin, les discriminations, linguistiques mais aussi sociales, que subissent les personnes d'origine non lettone (40% de la population, notamment les russophones) demeurent des enjeux politiques majeurs.

Pour le quatrième scrutin consécutif, c'est la formation cataloguée comme « pro-russe », Concorde (Saskana, traduit en anglais par Harmony), qui arrive en tête, avec 19,9% des suffrages (-3,1 points). Le fait nouveau est l'émergence d'un jeune parti, décrit comme populiste, KPV (« A qui appartient le pays ? »), qui rafle d'emblée la deuxième place, avec 14,2% des voix.

Or le KPV, à la différence de tous les partis installés, n'a jamais exclu une alliance parlementaire avec Concorde. Jusqu'à présent, celle-ci, bien qu'en tête du choix des électeurs, a toujours été tenue à l'écart du pouvoir car elle est accusée d'être proche de Moscou.

Concorde, historiquement ancrée dans la communauté russophone, attire également des Lettons « de souche » notamment du fait des mesures sociales qu'elle préconise

En réalité, Concorde se veut un parti d'orientation sociale-démocrate. Certes historiquement ancrée dans la communauté russophone, elle attire également des Lettons « de souche » (dont certaines personnalités étaient candidates sur ses listes) notamment du fait des mesures sociales qu'elle préconise. Lors de cette campagne, Concorde avait notamment proposé de tailler dans le budget de la défense au profit des secteurs de l'éducation et du logement. Un casus belli pour les partis actuellement au pouvoir, qui mettent leur point d'honneur à atteindre, voire à dépasser, le niveau du budget militaire ordonné par l'OTAN.

Cinq partis (dont trois principaux) étaient associés dans la coalition parlementaire sortante, menée par l'Union des Verts et des paysans (droite). Cette formation qui a toujours été partie prenante du pouvoir depuis 2002 s'effondre, passant de 19,5% à 9,9% des suffrages. Son alliée gouvernementale, l'Alliance nationale (AN) ne s'en sort guère mieux avec 11% des voix contre 16,6% il y a quatre ans. L'AN est l'une des formations les plus ultra, notamment en matière de restrictions à l'utilisation de la langue russe. Quant au troisième partenaire de la coalition sortante, Nouvelle unité, il ne rassemble que 6,7%, contre... 21,9% en 2014.

Outre le KPV, deux formations profitent de la déconfiture des partis au pouvoir : le Nouveau parti conservateur, qui passe de 0,7% à 13,6%, ainsi que la Nouvelle alliance libérale / FOR, récemment créée, avec 12% des voix. Il est vrai qu'en Lettonie, où n'existe pas vraiment de culture politique anciennement ancrée, les disparitions et créations de partis se succèdent avec des frontières idéologiques souvent bien floues. L'opposition à la Russie et aux habitants russophones, la fidélité à l'OTAN et à l'UE, et les orientations libérales forment cependant un ciment commun aux partis gouvernementaux.

C'est ce qui avait conduit le président de la République, issu de l'Union des Verts et des paysans, à avertir les électeurs avant le scrutin : « la ligne euro-atlantique constitue le cadre fondamental de notre action et je n'accepterai aucune exception à cette ligne ». Il lui revient désormais de désigner la personnalité qui devra former une future majorité au sein d'un Parlement éclaté en sept groupes parlementaires.

Concorde et le KPV disposent ensemble de 39 sièges (24 et 15 respectivement), ce qui constitue l'alternative la plus logique au pouvoir actuel. Mais ce total est cependant insuffisant pour atteindre la majorité absolue au sein de l'Assemblée qui compte 100 députés.

Le dirigeant de Concorde, qui est également maire de la capitale, Riga, a cependant averti qu'« aucune coalition stable et capable de gouverner n'est possible » sans sa formation. « Sinon, a-t-il poursuivi, vous pourriez avoir une coalition de xénophobes et de partisans des droits des homosexuels, et un tel gouvernement ne tiendrait pas plus de deux ou trois semaines », faisant référence aux Conservateurs et à la Nouvelle alliance libérale.

Tout porte cependant à croire que les élites installées finiront par trouver une formule écartant une « coalition pro-Kremlin / populistes » qui constituerait selon elles une hérésie pour ce pays balte, dont les dirigeants sont depuis près de trente ans convaincus – ou feignent de l'être – que les troupes russes s'apprêtent à les envahir. Les mêmes continuent à témoigner d'une indulgence notable envers les nostalgiques de l'Allemagne nazie, nostalgiques qui ont pignon sur rue dans le pays.

Il reste que les électeurs lettons, et pas seulement les russophones, viennent de leur infliger une gifle retentissante, notamment sur la base d'un mécontentement social grandissant. Mais du côté de Bruxelles, une seule chose compte : que la Lettonie ne vienne pas s'ajouter à la litanie des pays menacés par les « populistes »... Rupture 08.10

La technologie et la pauvreté pour y parvenir.

- Comment les globalistes prévoient d'utiliser la technologie et la pauvreté pour asservir les masses par Brandon Smith - Source Alt-Market.com 04.10

La tyrannie est souvent perçue comme un développement soudain et inexplicable dans une société ; le produit d'un despote singulier qui prend le pouvoir pendant une période de temps limitée en raison de la peur ou de la stupidité du public. C'est l'un des grands mensonges de l'ère moderne.

La vérité est que pendant au moins le siècle dernier, presque tous les « tyrans » historiquement méprisés n'ont été que les marionnettes d'une grande cabale managériale, et la construction de chaque État totalitaire s'est faite lentement et tranquillement au cours de décennies par ces mêmes élites financières. (...)

Extrait - Pour déterminer si les ficelles d'un gouvernement particulier sont tirées par la cabale globaliste, tout ce que vous avez à faire est de voir à quelle vitesse ils mettent en œuvre des systèmes oppressifs qui servent les intérêts globalistes.

Par exemple, le gouvernement indien a récemment fait la une des journaux télévisés, car la Cour suprême de l'Inde a récemment statué que le programme biométrique controversé, Aadhaar, est légal. Dans un pays de 1,3 milliard d'habitants, environ 1 milliard ont déjà fait l'objet d'un profilage biométrique dans une base de données nationale. Ces données peuvent inclure les empreintes digitales, les scanners de l'iris et les scanners faciaux.

J'ai entendu dire que l'Inde est un endroit assez étrange pour expérimenter une telle base de données, étant donné que 60% de la population se trouve sous le seuil de pauvreté et que la plupart des gens ont à peine accès aux commodités de base. Mais je voudrais souligner que c'est la raison pour laquelle c'est un endroit PARFAIT pour les globalistes pour commencer à cataloguer la population mondiale à plus grande échelle.

Là encore, le désespoir financier et le manque de compétences en matière de production tendent à produire la soumission. Des centaines de millions de personnes touchées par la pauvreté dans les vastes cloaques urbains de l'Inde abandonnent volontairement leurs données biométriques en échange de programmes d'aide gouvernementaux.

Pour les personnes qui ne sont pas ancrées dans la pauvreté économique, l'Inde a pris d'autres mesures, notamment en exigeant que toute personne qui a accès aux services gouvernementaux, qui ouvre un compte bancaire ou qui s'inscrit à un service de téléphonie mobile abandonne également ses données biométriques au gouvernement. Dans les pays qui ne sont pas encore appauvris au niveau de l'Inde, des mesures plus subversives ont été prises pour surveiller la population. Les données sont simplement prises au lieu d'être échangées.

En Russie, Vladimir Poutine a mis en œuvre les lois Yarovaya qu'il a signées en 2016. Toutes les données numériques, des conversations téléphoniques aux courriels, sont maintenant enregistrées et stockées par les télécoms avec un accès gouvernemental pendant au moins six mois, ce qui comprend les messages Facebook et Twitter. La loi de 2014 sur les blogueurs exige également que tout blogueur ayant plus de 3 000 fans soit fiché par le gouvernement et qu'ils ne puissent pas rester anonyme. Toute entreprise exploitant un réseau Wi-Fi public est tenue par la loi d'identifier les utilisateurs par leur identifiant, qui est également conservé pendant au moins six mois.

La grille de surveillance de type FISA de la Russie est vaste, mais de nombreuses personnes dans le mouvement pour la liberté semblent ignorer cette réalité avec un culte de Poutine mal placé.

Comme je l'ai noté dans de nombreux articles, la Russie est fortement influencée par les financiers internationaux.

Goldman Sachs et JP Morgan sont les plus grandes banques d'investissement du pays. La banque centrale travaille en étroite collaboration avec le FMI et la BRI. Dans le passé, le Kremlin a appelé de ses vœux une monnaie mondiale contrôlée par le FMI. Et Poutine admet même dans sa propre biographie First Person qu'il a été ami avec Henry Kissinger, zélateur du Nouvel Ordre Mondial, avant même de devenir président de la Russie. Le ministre russe des Affaires étrangères a récemment critiqué les États-Unis dans un discours prononcé devant l'assemblée générale de l'ONU au sujet de ses « attaques » contre « l'ordre international », y compris le fait de miner l'Organisation mondiale du commerce et les accords mondiaux sur les changements climatiques, ce qui montre à quel point la Russie est réellement globaliste.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas surprenant pour qui que ce soit que la Russie joue le jeu avec les efforts des globalistes visant à identifier et à suivre chaque personne vivante. Il n'est pas surprenant non plus que Donald Trump, entouré de globalistes au sein de son propre cabinet, poursuive et élargisse la surveillance de la FISA sous son administration.

Début 2018, Trump a signé un projet de loi renouvelant la surveillance de masse de la population américaine par l'Agence nationale de sécurité, sans mandat, dans le cadre de la FISA. Les principaux leaders démocrates ont soutenu ce projet avec joie. Malgré toute la rhétorique récente de Trump contre la FISA, c'est Trump qui a rendu possible la continuation de la FISA.

Les grandes entreprises de médias sociaux coopèrent de tout cœur aux efforts de surveillance de masse, car elles partagent régulièrement des données personnelles avec les gouvernements du monde entier. Facebook à lui seul a connu une augmentation de plus de 33 % des demandes de données par un gouvernement en 2017, et la nature de la plupart de ces échanges de données n'est pas ouverte à un examen public.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis plutôt déconcerté par la récente fureur conservatrice face à leur discrimination dans les médias sociaux – c'est comme si les militants pour la liberté se faisaient chacun piéger par la psychologie inversée pour EXIGER une participation sans entrave aux sites des médias qui les espionnent. Pourquoi quelqu'un veut-il encore s'inscrire sur ces sites Web ?

Mais où est-ce que tout cela va nous mener ? Comment la combinaison de la pauvreté et de la surveillance numérique se traduit-elle par la tyrannie ? Je crois que le programme de « crédit social » de la Chine nous donne la réponse. Le système est basé sur l'idée du « maintien de la confiance », mais la confiance en qui ? La confiance dans le gouvernement, bien sûr. La confiance se mesure à l'aide d'un score de crédit social qui est suivi tout au long de la vie d'un citoyen. Les comportements punis vont du tabagisme dans une zone non-fumeurs à la publication de contenu sur Internet que les autorités désapprouvent.

La Chine est représentative du jeu final pour l'idéal globaliste de civilisation. Avec la lutte économique de masse qui mène à la dépendance à l'égard des programmes d'aide sociale et des possibilités d'emploi du gouvernement, peu de citoyens peuvent se permettre d'être inscrits sur une « liste noire ». Le système de crédit social de la Chine crée un environnement dans lequel toutes les actions des citoyens sont suivies et ensuite « notées » pour acceptation ou conséquence. Cela comprend la façon dont les gens expriment leurs attitudes à l'égard du gouvernement lui-même. (...)

C'est pourquoi la surveillance de masse est diabolique, que quelqu'un enfreigne ou non la loi. Elle donne au gouvernement le pouvoir de dicter et de modeler le comportement en inspirant l'autocensure plutôt que de retenir les gens directement sous la menace d'une arme à feu. C'est la

tyrannie appliquée d'une manière moins évidente ; une prison dans laquelle les prisonniers entretiennent les serrures, les chaînes et les barreaux. Les individus n'osent rien faire en dehors des normes collectives de peur que cela puisse être interprété comme socialement négatif. La punition pourrait inclure la perte de l'accès à l'économie elle-même, et alors que la plupart des gens vivent de chèque de paie en chèque de paie, cela pourrait entraîner la mort. Source Alt-Market.com 04.10

Le totalitarisme planétaire est déjà la réalité, la preuve.

- Dans l'hystérie réchauffiste, les juges néerlandais se substituent au politique - Rupture 11.10

Le 9 octobre, la cour d'appel de La Haye a rendu un jugement atterrant, stupéfiant et particulièrement dangereux. Elle a ordonné au gouvernement des Pays-Bas de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) plus drastiquement encore qu'initialement prévu.

En France en particulier, ce verdict a été qualifié d'« historique » par le chœur quasi-unanimement enthousiaste des forces politiques et des médias « mainstream », et bien au-delà de ce spectre. « Historique », il l'est effectivement, par ses implications non pas tant climatiques que juridiques et politiques.

Tout d'abord, il est en effet sans précédent : en principe, les tribunaux sont censés appliquer la loi (quitte à produire de la jurisprudence). Dans ce cas, les juges n'ont pas appliqué le droit national, ils l'ont créé. Car il n'y a aucun texte juridique qui prescrit une obligation quantifiée de réduction des GES.

La Cour de La Haye – qui confirmait un jugement de première instance de juin 2015 – a pallié l'absence de texte normatif par l'accumulation de références à une profusion de traités et d'accords internationaux : convention cadre de l'ONU, protocole de Kyoto, plan d'action de Bali, accords de Copenhague, Cancun et Durban. Et, pour faire bon poids, jusqu'à la convention européenne des droits de l'Homme...

Les juges néerlandais ont donc des connaissances scientifiques particulièrement pointues, au point de décider que les émissions de GES devront être réduites d'au moins 25% d'ici 2020 (base 1990). Et ce, afin de « protéger la vie et la vie familiale des citoyens ». L'institution judiciaire s'est réclamée des principes et déclarations générales pour fixer elle-même une norme applicable.

Au nom, par exemple, de cette même protection de la « vie familiale des citoyens », un juge pourrait ainsi relever le niveau du salaire minimum s'il juge que celui ayant cours n'est pas suffisant pour lutter contre la pauvreté – objectif qui figure dans maints traités internationaux... ou bien décider au contraire d'abolir le système de protection sociale si, d'obédience ultralibérale, il estime que ce dernier est un handicap pour le bien être général.

Apparaît donc ici le deuxième scandale de l'événement : des juges qui se substituent aux pouvoirs législatif et exécutif pour prendre des décisions éminemment politiques. La sacro-sainte séparation des pouvoirs est ainsi foulée aux pieds, sans que les habituels zélotes de l'« Etat de droit » n'y trouvent à redire.

Cela peut s'illustrer concrètement : si, demain, une nouvelle majorité parlementaire sortait des urnes qui décide de ne plus aller dans le sens des oukases environnementaux (hypothèse d'école, hélas), le jugement resterait applicable. La décision politique est ainsi transférée au judiciaire. Or faut-il rappeler que les juges ne sont pas responsables devant les électeurs ?

Il est à noter que près de 900 actions similaires sont en cours dans le monde, dont les deux tiers pour les seuls Etats-Unis. Cela illustre cette tendance bien connue, issue du monde anglo-saxon, à une judiciarisation de la vie collective. 120 procès comparables ont été engagés au sein de l'Union européenne, dont 50 au Royaume-Uni. Mais c'est bien l'esprit même de l'UE qui est à l'œuvre : faire créer du droit par des instances non élues et non politiquement responsables, comme l'illustre l'exemple de la Cour de justice européenne.

Le fond du dossier

Troisième aspect, évidemment pas des moindres : le fond du dossier, en l'occurrence le réchauffement climatique (et plus généralement les « dérèglements » environnementaux), accusé de tous les maux, un « cataclysme » planétaire représentant « le plus grand défi de l'histoire de l'humanité », selon la formule employée par 200 personnalités du monde de la culture il y a quelques semaines. On n'épiloguera pas ici sur la compétence scientifique des artistes, cinéastes et chanteurs (certainement remarquables dans leur propre partie) qui affirment sans hésiter qu'« au rythme actuel, dans quelques décennies, il ne restera presque plus rien », ni, surtout, sur leur légitimité politique pour en appeler à des « mesures potentiellement impopulaires » (sans cependant oser préciser lesquelles).

Il serait évidemment vain d'espérer équilibrer ici en quelques phrases les déferlements multi quotidiens de propagande visant à imposer l'idée que, faute de mesures restrictives drastiques, la planète court à grand pas vers les catastrophes les plus épouvantables les unes que les autres. Le dernier missile en date n'est autre que le énième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) décrivant des conséquences encore plus lourdes que précédemment annoncées, mais pointant opportunément que, finalement, il n'est pas trop tard pour « agir ». Rappelons qu'en 2009, la Conférence de Copenhague (COP15) était unanimement évaluée comme celle de la « dernière chance », avant, finalement, d'échouer.

Nul ne met en doute la compétence des experts du GIEC, mais l'organisme, par nature sous contrôle des Etats, exclut de fait les voix discordantes. (Vous avez tort de ne pas mettre "en doute la compétence des experts du GIEC", parce que ce ne sont pas des spécialistes du climat, l'info détaillée figure dans une précédente causerie. Et puis il n'est pas indispensable d'avoir un bac +10 pour comprendre spontanément que l'ONU n'allait pas nommer des "experts" défavorables à la thèse défendue par l'oligarchie et dont elle incarne les intérêts, un peu de logique ou de sérieux tout de même. - LVOG)

Or dès lors qu'on parle de climat, et plus généralement d'environnement, ce dont on manque, ce n'est pas d'experts, c'est de débats. Précision utile dans le contexte : un débat se mène entre interlocuteurs ne partageant pas le même point de vue... Idéalement, de tels débats devraient inclure tous les éléments du dossier – et pas seulement ceux des procureurs. Car le moins qu'on puisse dire, c'est que, pour le coupable « réchauffement », l'instruction est exclusivement menée à charge. Que celui-ci puisse également avoir des conséquences positives est une question taboue.

En outre, un élément, parmi bien d'autres, mérite d'être ne serait-ce qu'évoqué : tous les modèles et plans de réduction des émissions de GES, même jugés insuffisants par les juges néerlandais, ont un point commun : ils se basent sur une stagnation, au mieux une hausse faible de la croissance dans des pays tels que ceux de l'UE, comme c'est le cas depuis des années – 2% à 2,5% au grand maximum, bien souvent moins.

Si d'aventure la croissance repartait sur des rythmes bien plus élevés, cela balayerait toutes les réductions d'émission planifiées. Certes, à politique économique austéritaire inchangée, c'est une hypothèse improbable. Mais ceux qui veulent encore combattre en faveur du progrès économique et social – hausse du niveau de vie, de la protection sociale et des services publics, réindustrialisation – devraient être conscients que cela passe par une croissance considérablement plus forte qu'actuellement, qui implique évidemment une hausse significative de

la consommation d'énergie, y compris fossile. Dans cette perspective progressiste (pour redonner un sens à ce terme, qu'Emmanuel Macron tente d'inverser), une croissance « à la chinoise » est une condition certes pas suffisante, mais ô combien nécessaire pour répondre aux besoins sociaux.

Mais la réalité est que le système nommé capitaliste par Karl Marx est arrivé au bout du rouleau historique. Il a longtemps permis un développement des forces productives, au prix de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour reprendre les termes de l'auteur du Capital. L'exploitation est toujours là, mais la machine s'avère, en tendance, de moins en moins capable de produire des richesses, notamment parce qu'elle est phagocytée par la prolifération de la finance. (Faux, elle produit toujours plus de richesses mais toujours moins de profit ou si vous préférez, comme elle dégage de moins en moins de profit, elle doit toujours produire plus pour qu'en volume le profit augmente, d'où la course à ce qu'ils appellent la croissance, ce n'est qu'un aspect de la question auquel il faudrait ajouter celui de la dette qui le confirmerait. - LVOG)

Il était donc inévitable qu'un tel système en bout de course secrète une idéologie qui justifie la faible croissance voire la décroissance, et habille la volonté d'imposer aux peuples la résignation avec un habit post-moderne, que certaines forces de « gauche », voire d' « ultra-gauche » portent, si ce n'est avec élégance, du moins avec suffisance.

Pour tout dire, les actuels Torquemadas revêtus de vert – ou ornés d'une épitoge batave – n'ont rien à envier, en matière de tolérance et de culture du débat, à leurs ancêtres de la Sainte Inquisition. Rupture 11.10

Ils osent tout

- Hausse de la fiscalité du diesel : Edouard Philippe justifie une "mesure courageuse" - Franceinfo

Le Premier ministre a défendu devant l'Assemblée nationale la décision du gouvernement sur la fiscalité écologique. Franceinfo

- Procès Roundup : la justice américaine rabaisse l'amende de Monsanto à 78 millions de dollars - Franceinfo

- Gafa : Bruno Le Maire en croisade européenne pour la taxe du bien - Liberation.fr

- Délinquance des mineurs : l'ordonnance de 1945 (encore) au cœur des débats - Publicsenat.fr
22 octobre 2018

- Faisons de la lutte contre les LGBT-phobies et le sexisme la Grande cause nationale 2019 - Le HuffPost

- Des strip-teasers font grimper la température à la maison de retraite - Franceinfo

Onze pensionnaires de la maison de retraite Milton Lodge dans le comté de l'Essex au Royaume-Uni ont eu droit à un dîner un peu spécial... servi par des strip-teasers. Franceinfo

- Interdiction du niqab: la France "condamnée" par un groupe d'experts de l'ONU - AFP

- Le budget de l'Italie rejeté par la Commission Européenne - Le HuffPost

- En meeting, Barack Obama tacle Donald Trump sur les "fake news" - Le HuffPost

- Trump attaque la «caravane» des migrants pour flatter sa base - Liberation.fr

- Les Russes à pied d'oeuvre pour peser sur les élections américaines - AFP
 - Au Brésil, l'extrême droite portée par un souffle évangélique - Liberation.fr
 - Brésil: Autour de Bolsonaro, des généraux reconvertis en politique - Reuters
-

ECONOMIE

Chine

- La Chine inaugure un pont maritime de 55 km entre Hong Kong et Macau, le plus long au monde
- Franceinfo 23 octobre 2018

Plus d'un million de mètres cubes de béton, 55 kilomètres et une structure conçue pour durer 120 ans... Le plus long pont maritime au monde, qui relie Hong Kong, Macao et Zhuhai, en Chine continentale, a été inauguré mardi 23 octobre par le président chinois, Xi Jinping. Il s'agit du plus long ensemble de ponts maritimes et de tunnel sous-marin au monde. Les médias chinois rapportent que sa construction a englouti 420 000 tonnes d'acier, soit de quoi fabriquer 60 répliques de la tour Eiffel. Franceinfo 23 octobre 2018

"*Sa construction a englouti 420 000 tonnes d'acier*", pourquoi ne pas avoir écrit a nécessité 420 000 tonnes d'acier, pour dénigrer la Chine jusque dans les plus infimes détails, l'aviez-vous constaté ? Que voulez-vous c'est Franceinfo !

Entre nous, une seule tour Eiffel, c'est déjà une de trop, pas de vraiment de quoi en être fier, des abrutis et des pourris à Franceinfo, là cela ne fait aucun doute !